

REPUBLICQUE GABONAISE

UNION TRAVAIL JUSTICE



**DISCOURS  
DE  
MADAME ANNETTE ONANGA  
Conseiller Juridique**

**sur les mesures visant à  
Eliminer le Terrorisme**

**Sixième Commission  
(Point 108)**

\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*

New York, le 12 Octobre 2015

*Vérifier à l'audition*

**Monsieur le Président,**

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter votre élection à la tête de cette commission. Je vous souhaite plein succès tout au long de votre mandat et vous assure plein appui tout au long de nos travaux.

Ma délégation s'associe aux déclarations faites respectivement par les Représentants de l'Afrique du Sud, au nom du Groupe Africain et de l'Iran au nom de la Non-Alignés.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général pour son rapport, portant sur les mesures prises par les Etats concernés.

**Monsieur le Président,**

La recrudescence des actes odieux de terrorisme perpétrés à travers le monde, prouve à suffisance qu'aucun pays n'est épargné par ce phénomène. Aucune cause, aucune idéologie, aucune religion ne peut servir de prétexte aux atrocités commises, il y a quelques jours au nord du Cameroun, à l'ouest du Tchad et à Ankara en Turquie. Ces actes odieux montrent à quel point leurs auteurs portent atteinte à la vie humaine et à toutes les valeurs auxquelles nous sommes attachés.

Mon pays condamne de tels actes et nous tenons à exprimer nos sincères condoléances aux gouvernements et aux peuples durement éprouvés par ces attentats.

## **Monsieur le Président,**

En adoptant la stratégie antiterroriste mondiale en 2006 dont nous avons consolidé les fondements en 2010, les Etats membres ont démontré leur volonté unanime de lutter contre le terrorisme sur toutes ses formes et manifestations.

Les conventions et protocoles des Nations Unies constituent le socle légal des mesures internationales de lutte contre le terrorisme C'est pourquoi mon pays a ratifié la quasi-totalité de ces instruments.

Par ailleurs, face à l'universalité de la menace terroriste, on note une asymétrie des moyens de lutte qui contraste avec la nature globale des enjeux. Au coût considérable des moyens de lutte s'ajoute la sophistication des méthodes opérationnelles utilisées par les auteurs d'actes terroristes.

Il nous faudra donc renforcer davantage notre coopération pour maximiser l'efficacité de notre action contre le terrorisme, notamment dans les domaines des échanges d'informations et de la surveillance des sources de financement des terroristes.

Pour cela, je voudrais lancer un appel pour le renforcement des capacités des pays en développement en tenant compte des besoins spécifiques et des menaces identifiées dans ces pays.

## **Monsieur le Président,**

Mon pays se félicite de la tenue à Libreville de trois ateliers :

Le premier du 28 au 30 janvier 2014, d'un atelier dans le cadre du développement d'une stratégie intégrée de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en Afrique centrale. Cet atelier a été l'occasion d'adopter une série de mesures pour faire face à la menace terroriste et aux

risques qui peuvent découler des liens entre le terrorisme et les armes de destruction massive, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et la criminalité transnationale organisée.

Le deuxième du 19 au 21 mai 2015, de l'atelier sur la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, organisé à l'intention des pays de la sous-région de l'Afrique centrale. Cet atelier nous a permis de prendre d'importantes mesures sur les plan sécuritaires, financiers, fiscaux et douaniers pour renforcer en synergie avec les pays de la région, les dispositifs préventifs et répressifs contre le financement du terrorisme.

Le troisième du 29 septembre au 2 octobre 2015, l'atelier d'experts sur le développement d'une stratégie intégrée sur la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération des armes en Afrique centrale, organisé par le Centre de la lutte contre le terrorisme en coopération avec le gouvernement gabonais.

**Monsieur le Président,**

La lutte contre le terrorisme étant une responsabilité collective, mon pays réaffirme son engagement à contribuer à l'effort mondial de lutte contre cet odieux phénomène. Ma délégation saisit cette occasion pour renouveler son appel sur la nécessité de parvenir à un consensus sur le projet d'une Convention générale sur le terrorisme, dont la lenteur contraste hélas avec la recrudescence des actes terroristes.

**Je vous remercie**